

COMMUNE DE BETON BAZOCHES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 15 Septembre 2014

L'an deux mille quatorze, le quinze à 19h00, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de, Monsieur Alain BOULLOT.

Date de la convocation : 08 Septembre 2014
Date d'affichage : 16 Septembre 2014
Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents : 15
Pouvoirs :
Votants : 15

PRESENTS		ABSENTS	POUVOIRS
Alain BOULLOT	Jean GRYPONPREZ		
Franck CAVALLI	Patricia GRYPONPREZ		
Pierre CAVALLI	Pierre HUBERT		
Romain DELABARRE	Benoît LAMBERT		
Jean-François DELAVACHERIE	Chantal LIETAERT		
Jean-Luc DRIOT	Carène PASQUIER		
Séverine FRANCO	Philippe RACINET		
	Benoît DURY		

Le quorum étant atteint, Le Conseil Municipal peut délibérer.

Benoît DURY a été nommé secrétaire de séance.

N° : 2014/9/1

Objet : Approbation du Plan Local d'Urbanisme.

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment l'article L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants

Vu la délibération en date du **8 juin 2009** prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols et l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme et définissant les modalités de concertation.

Vu la délibération en date du **26 aout 2013** arrêtant le projet de PLU et tirant le bilan de la concertation.

Vu la délibération en date du **17 mars 2014** approuvant le Plan Local d'Urbanisme.

Vu le courrier en date du **27 mai 2014** de Madame la Sous-préfète de Seine et Marne, relative à l'incompatibilité du PLU approuver avec les dispositions du SDRIF 2013 et les nouvelles dispositions issues de la Loi ALUR.

Vu le retrait de la délibération du **23 juin 2014.**

Entendu l'ajustement du PLU afin de le mettre en compatibilité avec les dispositions du SDRIF 2013 et les dispositions de la Loi ALUR.

Considérant que le projet de PLU tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé, conformément à l'article L.123-10 du Code de l'Urbanisme.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

Article 1 :

Décide de réduire le potentiel urbanisable du PLU afin que ce dernier soit en compatibilité avec le SDRIF.

Cette réduction concerne :

- Réduction de la bande constructible rue du manteau
- Réduction du périmètre du secteur AUX d'extension de la zone d'activité
- Réduction du périmètre du secteur AU « bois Gouré »
- Réduction du périmètre du secteur AU « Route de Fretoy »
- Réduction du périmètre de la zone UC au hameau de Bois Artaud.

Article 2 :

Décide d'intégrer les autres remarques du contrôle de légalité en ce qui concerne la prise en compte de la loi ALUR

Article 3 :

Décide d'approuver le PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération

Article 4 :

Dit que la présente délibération, conformément aux articles R 123 -24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, fera l'objet :

- d'un affichage en mairie durant un mois,
- d'une mention dans un journal

Article 5 :

Précise que le document approuvé du PLU est tenue à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la sous-préfecture.

La présente délibération deviendra exécutoire :

Dans le délai d'un mois suivant sa transmission en Sous-préfecture de Provins, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLU, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications et

après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

Pour extrait certifié conforme.

BETON BAZOCHES, le 16 Septembre 2014.

Le Maire,

Alain BOULLOT



La présente délibération sera notifiée à Monsieur Le Préfet.

La présente décision sera notifiée à la totalité des Communes représentées pour affichage, fera l'objet d'une parution dans un journal local.

La présente décision, qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès du syndicat, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Réception à la Sous-Préfecture de Provins le :

Acte déclaré exécutoire après affichage le :

Le Maire,

29/09/2014
29/09/2014



Séance du 15 Septembre 2014

Date de la convocation : 08 Septembre 2014 Date d'affichage : 16 Septembre 2014 Nombre de membres en exercice : 15	Nombre de membres présents : 15 Pouvoirs : Votants : 15
---	--

PRESENTS		ABSENTS	POUVOIRS
Alain BOULLOT	Jean GRYMONTREZ		
Franck CAVALLI	Patricia GRYMONTREZ		
Pierre CAVALLI	Pierre HUBERT		
Romain DELABARRE	Benoît LAMBERT		
Jean-François	Chantal LIETAERT		
DELAVACHERIE	Carène PASQUIER		
Jean-Luc DRIOT	Philippe RACINET		
Séverine FRANCO	Benoît DURY		

Benoît DURY a été nommé secrétaire de séance.

N° : 2014/9/9

Objet : Approbation du Droit de Préemption Urbain

VU la loi n°85-729 en date du 18 juillet 1985, relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement et notamment son article 6, créant un droit de préemption urbain

Vu les articles L.211.1 à L.211.5 et R.211.1 à R.211.8 du code de l'Urbanisme

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé en date du

CONSIDERANT qu'il est dans l'intérêt de la commune de se doter du droit de préemption urbain, afin de réaliser dans l'intérêt général et conformément à l'article L.300-1 du code de l'urbanisme les opérations d'aménagements suivantes :

- Un projet urbain,
- La mise en œuvre d'une politique de l'habitat,
- L'accueil, l'extension ou l'organisation des activités économiques,
- Le maintien, l'organisation ou le développement des loisirs et du tourisme,
- La réalisation des équipements collectifs,
- La lutte contre l'insalubrité,
- Le renouvellement urbain
- La sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti,
- Et constituer des réserves foncières pour réaliser ces opérations.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal

DECIDE d'instituer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et à Urbaniser indiquées sur le plan joint

Donne délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin le droit de préemption conformément à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L.2122-17 et L.2122-19 sont applicables en la matière

La présente délibération prendra effet lorsque les mesures de publicité auront été effectuées :

- Affichage en mairie
- Mention dans deux journaux locaux

Le périmètre du droit de préemption urbain sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article R.123-13 du code de l'Urbanisme

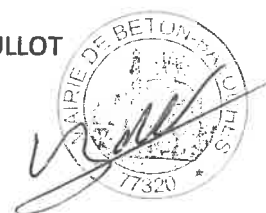
Une copie de cette délibération et des plans annexés sera transmise à :

- La sous-préfecture de Fontainebleau
- La Direction des Services Fiscaux
- La Présidence du Conseil Supérieur du Notariat
- La Chambre Départementale des Notaires
- Au Barreaux constitués près du Tribunal de Grande Instance
- Au greffe du même tribunal
- Au Directeur de la Direction Départementale des Territoires

Pour extrait certifié conforme.

BETON BAZOCHES, le 16 Septembre 2014.

Le Maire,
Alain BOULLOT



La présente délibération sera notifiée à Monsieur Le Préfet.

La présente décision sera notifiée à la totalité des Communes représentées pour affichage, fera l'objet d'une parution dans un journal local.

La présente décision, qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès du syndicat, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Réception à la Sous-Préfecture de Provins le : 29/09/2014

Acte déclaré exécutoire après affichage le : 29/09/2014.

Le Maire,

